

Fractures françaises, Christophe Guilluy. Paris,
Flammarion, coll. « Champs essais », 2013, 186 p.
[Première édition, Françoise Bourin, Paris, 2010] (8 €)

DANS **SOCIOLOGIES PRATIQUES** 2014/2 n° 29 , PAGES 109B À 115B
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 1235-9278

ISBN 9782724633832

Date de mise en ligne : 04/11/2014

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-sociologies-pratiques-2014-2-page-109b?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

NOTES DE LECTURE

Les Salariés de l'incertitude. Solidarité, reconnaissance et équilibre de vie au travail, M. UHALDE (dir.)

Jacqueline FIORENTINO

Fractures françaises, Christophe GUILLUY

Louis VAILLANT

Épuisement professionnel. Approches innovantes et pluridisciplinaires,
Philippe ZAWIEJA et Franck GUARNIERI (dir.)

Guillaume LECŒUR

Les temporalités dans les sciences sociales, Claude DUBAR,
Jean THOEMMES (dir.)

François GRANIER

Les Salariés de l'incertitude. Solidarité, reconnaissance et équilibre de vie au travail, Marc UHALDE (dir.). Toulouse, Octarès, 2013, 200 p. (23 €).

Neuf chercheurs se sont donnés comme objectif d'apporter un éclairage sur le monde du travail. Une de ses composantes, l'incertitude (et particulièrement celle des salariés), retient toute leur attention. Les angles explorés ici conduiront à répondre à cette question générique « Sur quel substrat de lien social les salariés confrontés à des incertitudes majeures de gestion s'appuient-ils pour ne pas sombrer ? » (p. 1-2). Au-delà de sa propre contribution, Marc Uhalde a assumé la coordination des connaissances plurielles de ces sociologues, tous membres du Laboratoire Interdisciplinaire de Sociologie Économique (Lise, Cnam-Cnrs). Ce collectif de travail permet au lecteur de découvrir des institutions variées, et notamment d'aller à la rencontre de ces acteurs de l'entreprise (quelle que soit sa forme) qui estiment, peu ou prou, être dans la vulnérabilité que génère l'incertitude quant à leurs activités ou leurs emplois. Il ne s'agit pas, dans cette production, d'une simple compilation d'enquêtes se juxtaposant les unes aux autres mais bien d'une réflexion commune. Ce travail a pris le temps de la maturation et la percolation qui en a suivi offre au plus profane des lecteurs une lisibilité cohérente des travaux développés. L'intégrité théorico-éthique mise en place

au travers des fondements de la sociologie pratique rend compte des aptitudes que ces salariés vont construire à travers des collectifs le plus souvent informels. En dépit de nombreuses contraintes, il sera donné à voir les dispositions insoupçonnables d'actes de résistance et d'imagination dont ils font montre, quelle que soit la spécificité de leur univers, privé ou public.

La première partie de l'ouvrage s'intitule « Vivre et agir dans des organisations en changement permanent ». C'est ainsi que Jean Luc Metzger s'attache à nous dévoiler les situations de travail impensées pouvant mettre en difficulté des travailleurs handicapés non voyants. Pour déjouer la non prise en compte de leur handicap, des solidarités interprofessionnelles vont prendre toutes leurs dimensions. Olivier Guillaume, quant à lui, met en exergue les nécessaires alliances d'acteurs que les employés développent par la mise en place de réseaux. Par leur innovation, ces réseaux leur permettent de construire du sens en réponse aux brusques changements organisationnels qu'ils subissent. François Granier, en ce qui le concerne, développe une approche analytique des agents de la fonction publique d'État. Il ambitionne de nous dévoiler le monde particulier des contrôleurs-inspecteurs du ministère de l'Agriculture et les paradoxes qui enveloppent ce corps de métier. Il analyse les incertitudes propres à leurs missions et des modalités de résistance qu'ils ont déployées. Marc Uhalde, pour sa part, rompra avec la logique de ses collègues en ce sens où il

permet d'aller à la rencontre de personnes où le caractère pacifié des relations est présent. Pour autant cette stabilité reste à questionner dans ses limites car toutes adhésions à des normes, même implicites, imposent un cadre de référence contraignant et limitatif. Grâce à ces investigations, le lecteur s'empare de ces univers divers et complexes, où la production, voire la coproduction des savoirs, permet à des salariés de résister face aux incertitudes qui leur sont imposées. Ces personnes créent de la rationalité, de la signification au travers de leur implication dans le monde salarial.

« *Cheminer dans les incertitudes de la reconnaissance* » est le dessein de la deuxième partie. Anne-Claude Hinault, Mokhtar Kaddouri et Marc Uhalde vont s'attacher à nous livrer les symptômes de ces processus de non-reconnaissance, des tensions qu'ils génèrent mais surtout des dynamiques identitaires qui peuvent émerger. Les expériences professionnelles relatées ici, nous livrent comment les personnes salariées en raison de leur expérience comme de leur position sociale, trouvent un intérêt à combattre l'incertitude existante. Le décryptage de celles-ci prend un sens élargi : celui d'une expression multiple où l'écoute et la reconnaissance sont souvent en souffrance (« Dès lors se pose la question des espaces, des ressources et des processus par lesquels une reconnaissance socioprofessionnelle parvient à se construire "malgré tout" » p. 2).

La focale mise sur les problématiques permettra au lecteur de comprendre comment les employés vont reconquérir des zones de connaissance et de reconnaissance au travail. Trois dynamiques sont exposées en fonction de la réalité rencontrée : « résistance feutrée », « résistance conflictuelle », « résistance passive ». Dans ces situations de crise, les personnes expriment la nécessité de résister pour la préservation d'un

mode communautaire. Dès lors, il sera question du modèle de la reconnaissance. L'identité au travail se réfère aux travaux de R. Sainsaulieu (p. 17). L'accent est mis sur la richesse de la culture dite de négociation et la pluralité des scènes de reconnaissance. En toile de fond, les auteurs reprennent à leur compte un axiome formulé par Paul Ricœur : « Les années 2000 auraient créé une génération de l'incertitude symbolique au travail qui a appris progressivement à se méfier des mauvais plis gestionnaires et organisateurs des entreprises pour préserver des clairières fragiles mais essentielles de reconnaissance authentique. » (p. 25) Les formes de résistance et de reconnaissance décryptées par les rédacteurs permettent, selon eux, de rompre avec la perte de l'intelligibilité du réel et de trouver une signification, une valeur et un intérêt à une activité salariale. La troisième partie « Construire un équilibre de vie "malgré tout" », conduite par Martine Buffier-Morel, Cécile Gayral et Pascal Thobois, convie le lecteur à appréhender « L'incertaine articulation du temps de travail et du temps hors travail ». Les enquêtes rapportées conduisent le lecteur à découvrir d'autres populations de métiers sous un angle spécifique. En réactivant les dimensions explorées dans les chapitres précédents, le lecteur découvre alors la ressource des collectifs de travail dans des microrégulations liées à des contextes de travail particuliers. Au travers de diverses initiatives locales, les auteurs analysent diverses configurations qui peuvent influencer positivement ou négativement sur la construction d'un équilibre de vie. Des acteurs « forts » vont se manifester en s'inscrivant dans un échange, authentiquement réciproque, avec le système institutionnel (« [...] Ils font l'expérience des vertus du collectif en développant des compromis dans l'organisation du temps, des solidarités, des relations de don/contre don (centrale

nucléaire) ou d'association, de mutualisation et de partenariat (médecins) p. 50) » La compétence sociale, la détermination des acteurs élaborant des solutions collectives sont révélées.

Marc Uhalde reprend dans la conclusion les démarches sociologiques engagées dans cet écrit. Il permet au lecteur de se « réapproprié mentalement » les techniques et les méthodes déployées par les auteurs. Cette perspective permet ainsi de revisiter les figures de l'incertitude, de la reconnaissance et des stratégies déployées par les salariés. Cette démarche prend toute sa vigueur grâce à la posture critique qu'il développe. Le lecteur a donc l'opportunité d'aller au-delà des contributions et des analyses, fort d'une acuité ainsi renforcée.

ja.florentino@voila.fr

Fractures françaises, Christophe GUILLUY. Paris, Flammarion, coll. « Champs essais », 2013, 186 p. [Première édition, Françoise Bourin, Paris, 2010] (8 €).

Qui dit fracture dit rupture. C'est le sens que voulaient donner au mot « fracture » les quelques hommes et femmes politiques qui crurent bon d'y faire allusion dans certains de leurs discours. Mais cette référence demeura sans lendemain tout comme furent occultés les effets négatifs de la mondialisation et du multiculturalisme, donnant ainsi l'image en trompe l'œil d'une société française « moyennisée » et consensuelle.

Dans son ouvrage *Fractures françaises*, Christophe Guilluy se propose de révéler les véritables ressorts de la recomposition sociale et démographique des territoires de l'Hexagone.

À la représentation officielle fondée sur une image consensuelle de la société française,

l'auteur oppose un diagnostic éclairant les comportements des couches populaires qui réagissent aux effets des transformations démographiques et culturelles des trois dernières décennies. Au moyen d'une analyse géographique, l'auteur démystifie cette présentation des rapports sociaux en France, qui oppose les banlieues aux autres territoires, des minorités aux classes moyennes. Il considère que de telles dichotomies occultent de fait la question sociale centrale qui touche l'ensemble des couches populaires, qu'elles habitent en banlieue ou dans la France périphérique et rurale. Christophe Guilluy met en lumière la relégation spatiale que les couches populaires subissent depuis vingt ans. La majorité des ouvriers, des employés, des ménages modestes... vivent désormais dans des territoires périurbains, industriels et ruraux à l'écart des lieux de pouvoir économique et culturel.

En une brève leçon de géographie sociale, l'auteur distingue une première période, celle de la révolution industrielle qui oppose les quartiers ouvriers et les régions industrielles aux quartiers bourgeois et aux régions où prévalent les activités tertiaires. Suivent les Trente Glorieuses (1945-1975) où la géographie de la « moyennisation » s'incarne dans la France pavillonnaire qui se confond avec la France des classes moyennes en voie d'ascension sociale. Depuis les années 1980, une autre représentation sociale bénéficie de l'intérêt sans limites des médias, celle des banlieues. Ainsi, aujourd'hui, a pris place dans la presse écrite et audiovisuelle mais aussi dans l'idéologie officielle l'image-type d'un paysage angoissant, celui des grands ensembles de logements sociaux souvent dégradés et où les violences sont récurrentes. Cette surmédiation livre une vision faussée de la réalité des banlieues. La confusion entretenue par les pouvoirs publics entre délinquance et revendication

sociale tend à légitimer la violence et à donner une image stéréotypée du jeune de banlieue. La question sociale est délaissée au profit de ce qui se voit.

Même pour les partis de gauche, la réalité sociale d'un électorat composé de salariés modestes s'efface, l'immigrant remplaçant peu à peu la figure de l'ouvrier et de l'employé modeste. Les individus ne sont plus dès lors définis prioritairement par leur position sociale mais d'abord par une origine ethnoculturelle.

Pour faciliter la compréhension des banlieues, il importe, selon l'auteur, d'analyser la grande mobilité des personnes dans les quartiers dits « sensibles » et de porter une attention particulière à trois points :

– La déconnexion au marché de l'emploi de populations pas ou peu formées, et notamment des immigrés, fait converger celles-ci non plus vers des territoires où le besoin de main-d'œuvre faiblement qualifiée s'avère fort, mais au contraire dans des zones où le chômage est très élevé.

– La dynamique migratoire ne s'inscrit plus dans un contexte national. En effet, les métropoles dans lesquelles s'installent les nouveaux arrivants sont déjà mondialisées et la référence à la Nation d'accueil y est faible et ceci nourrit de fait le développement de communautarismes.

– La représentation négative des minorités s'alimente des difficultés sociales persistantes, du taux de chômage élevé et l'insécurité mise en avant.

Christophe Guilluy souligne que la France est entrée dans une période de mutation démographique majeure : l'équilibre traditionnel entre « minorité » et « majorité » s'avère de plus en plus flou. L'immigration, qui était jusqu'au début des années 1970 une immigration de travail devient familiale. Elle s'oriente prioritairement, non plus à proximité des usines mais vers des quartiers où se

concentrent peu à peu les migrants et leurs proches. Les banlieues deviennent les territoires de « ceux qui n'accéderont jamais à la classe moyenne ». Se référant aux travaux du démographe François Héran¹ l'auteur souligne la contribution significative de l'immigration dans l'accroissement en cours et à venir de la population française. Par ailleurs, si la concentration des populations d'origine étrangère demeure une réalité, les évolutions récentes montrent un processus de dispersion à l'œuvre dans des territoires où leur présence était faible. C'est ainsi que depuis 1990, la proportion de jeunes d'origine maghrébine augmente en dehors des zones de résidence « historiques » ; c'est le cas de régions telles la Bretagne, le Centre, les Pays de la Loire. Dès lors, la représentation d'une société divisée entre des exclus issus des minorités ethniques et une majorité d'inclus d'ascendance nationale, qui était pertinente jusque dans les années 1970-1980, s'avère à présent de moins en moins pertinente.

L'auteur considère ainsi que le sentiment d'appartenance à la classe moyenne n'est plus seulement lié à un processus d'ascension sociale mais à la volonté de se démarquer d'une autre France, celle des banlieues. Celles-ci deviennent les territoires de « ceux qui n'accéderont jamais à la classe moyenne ». L'ethnisation des représentations sociales constitue, pour l'auteur, un danger réel pour la cohésion nationale : les fractures sociales et culturelles ne peuvent dès lors que se renforcer. La voie d'adaptation choisie par la société française pour intégrer l'économie mondialisée – voie qui

1. François Héran, *Le Temps des immigrés. Essai sur le destin de la population française*, Paris, Seuil, Collection « La vie des idées », 2007, 109 p.

privilège les services à forte valeur ajoutée – favorise implicitement la concentration dans les grandes villes d'activités qui portent désormais l'économie française. Or, pour l'auteur, ce modèle de développement n'intègre pas les classes populaires. La recomposition sociale du territoire met à jour le « tri social » provoqué par le coût du logement et la spécialisation de l'emploi.

Ainsi, pour Christophe Guilluy, les dynamiques urbaines et démographiques actuelles favorisent le séparatisme au sein des milieux populaires, processus qu'il qualifie de « séparatisme entre pauvres » : ceux issus de l'immigration et ceux d'ascendance française.

L'auteur voit enfin dans les résultats des élections de la décennie écoulée une fracture culturelle forte entre métropoles et autres territoires. Celle-ci se structure majoritairement autour des thèmes suivants : mondialisation, protection de l'environnement, construction européenne, immigration, multiculturalisme... L'ouvrage de Christophe Guilluy possède la rigueur d'une démonstration exigeante portée par des faits sociaux, culturels et politiques. On regrettera que l'auteur n'ait pas évoqué d'autres facteurs : le sous-investissement chronique qui affecte le secteur de l'habitat social, la multiplication des emplois temporaires aux horaires souvent atypiques, les inégalités de dotation entre établissements scolaires, la fragilité croissante des couples...

Cette leçon de géographie sociale n'est pas exempte d'un certain pessimisme. Les valeurs de la République sont-elles menacées ? L'ultime phrase de l'ouvrage l'atténue néanmoins, l'auteur affirmant que : « le peuple détient les clefs de l'avenir, qu'on le veuille ou non ».

vaillant.louis@wanadoo.fr

Épuisement professionnel. Approches innovantes et pluri-disciplinaires, sous la direction de Philippe ZAWIEJA et Franck GUARNIERI, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2013 (26 €).

Cet ouvrage, issu du colloque « Épuisement professionnel : innovations théoriques et méthodologiques » tenu à Paris le 4 décembre 2012, réunit des communications traitant de l'épuisement professionnel. Cette notion se diffuse dans le monde social depuis le début des années 1960 et fait aujourd'hui partie du répertoire des risques psychosociaux. Le livre fait un état des lieux des connaissances sur la question (chapitre 1) et propose des pistes d'action pour réduire les effets néfastes de cette pathologie sur le travail. Composé de deux grands axes, l'un consacré aux innovations théoriques et l'autre à des innovations méthodologiques, l'ouvrage met en valeur des recherches effectuées par la « génération montante (p. 8) [...] c'est-à-dire par des chercheurs ayant soutenu leur thèse de doctorat depuis moins de deux ans ».

Le tableau que ces jeunes chercheurs dressent du travail contemporain est quasiment monochrome : les conditions et l'environnement de travail se détériorent et il s'agit de mettre en œuvre de nouvelles méthodes de gestion de la santé au travail. Le problème du *burn out* apparaît comme un point d'appui particulièrement pertinent pour traiter la question de la santé mentale au travail. Internationale et faisant l'objet d'une cinquantaine de définitions (p. 13), la notion ne fait cependant pas consensus et il n'existe pas de règles uniques pour gérer ce phénomène. Chaque auteur propose ainsi des méthodes de recherche spécifiques pour parvenir à un nouvel équilibre entre la

santé et le travail. Les travaux de Benjamin Houessou et de Lionel Honoré empruntent la voie théorique en couplant la théorie de l'acteur réseau de Latour et Callon à celle de l'être en puissance et de l'être en acte travaillés par Aristote (chapitre 3). La prise en compte de ces deux théories permettrait d'anticiper le *burn out*, notamment en prévoyant ce qui est présent en puissance dans l'organisation du travail, et ce qui peut déclencher des réactions en chaîne entre les travailleurs. D'autres communications choisissent une approche par le terrain. C'est le cas des travaux de David Gaborieau (chapitre 5), qui présente une recherche réalisée dans la grande distribution alimentaire. Ses observations le conduisent à montrer l'importance du sens de l'effort pour les salariés qui s'approprient leur travail par le corps. Les innovations technologiques introduites conduisent certes à réduire l'effort physique mais elles ajoutent en retour de la tension entre les acteurs qui voient leur travail s'individualiser et perdre une partie de son sens. En mettant en évidence des recherches qui partent à la fois de la théorie et des enquêtes de terrain, les auteurs proposent donc des solutions pour mieux détecter, prévenir et remédier au *burn out*. En amont, certains auteurs envisagent de mettre en place des fiches de dépistages à l'intention des professionnels de la santé (chapitre 10) permettant ainsi de mieux détecter les éventuels risques. La détection ne peut cependant être efficiente sans des mesures actives. Les travaux d'Annie Debard et de Philippe Sarnin (chapitre 4), en utilisant la notion d'architecture du métier empruntée à Yves Clot, préconisent ainsi un outil de formation à visée préventive pour permettre aux encadrants de mieux préserver la santé des salariés. Yosr Ben Tahar et Olivier Torrès expliquent quant à

eux pourquoi la santé des dirigeants des PME peut déterminer la bonne marche de l'entreprise (chapitre 8). Face à la déclaration de ces risques et à l'absence de politiques de gestion, des résistances s'observent aussi chez les salarié-e-s, qui trouvent leur propre solution. L'installation de collectifs de régulation en réaction à des dysfonctionnements organisationnels montre en quoi ceux-ci peuvent permettre de conjurer la souffrance éthique ressentie, tout en restant un mode de résistance labile (chapitre 7). La fragilité de ces résistances peut aussi laisser place à des comportements agressifs (chapitre 2) dont l'étude peut constituer un point d'appui pour remettre en question l'organisation du travail.

La mise en place de solutions concrètes au cœur du travail est aussi envisagée par d'autres auteurs. En rendant visible les réalités du travail, Bertrand Oberson et Marc Henry Soulet (Chapitre 6) prennent ainsi l'exemple du travail d'accompagnement effectué par les assistants sociaux. Celui-ci peut, selon eux, être pris en compte dans les procédés d'évaluation. Une solution est aussi à trouver dans la mise en place d'une intervention en interne, qui, à la différence d'une expertise externe souvent inefficace (chapitre 5), peut permettre une « re-conception organisationnelle » (chapitre 9). Cette alternative vise à réinstaurer le conflit entre les groupes sociaux car c'est alors l'action « qui régule le système » et non des normes et valeurs imposées comme préalables à l'action. L'intérêt de cet ouvrage réside donc en partie dans les différentes revues de littérature qu'il propose ainsi que dans la réunion de travaux récents qui mettent en pratique de nouveaux agencements théoriques. En montrant la grande complexité du phénomène du *burn out* tout en exposant de nouvelles manières de le gérer,

les auteurs présentent des approches réellement innovantes. L'innovation ne doit cependant pas voiler les réalités concrètes du travail. Celles-ci sont souvent gommées par le pessimisme affiché sur la situation actuelle, qui semble vouloir justifier une action à tout prix sous couvert de la complexité du phénomène. Un chapitre introductif faisant état de l'évolution des conditions de travail depuis ces dernières années aurait par exemple pu nuancer cela. Ainsi pouvons-nous en dernier lieu nous demander si le champ de la santé au travail ne souffre pas de son succès. Entre le stress, le *burn out* et les risques psycho sociaux au travail, il conviendrait de ne pas subordonner les recherches sur les réalités concrètes et complexes du travail à l'étude de phénomènes encore mal définis. Une analyse plus large et historique de la construction des liens scientifiques entre la santé et le travail pourrait aussi décentrer le regard, et ouvrir ainsi de nouvelles voies de réflexion aux problèmes contemporains que rencontre la gestion de la santé au travail.

guillaume_lecœur@hotmail.fr

Les Temporalités dans les sciences sociales, Claude DUBAR, Jean THOEMMES (dir.), Éditions Octarès, coll. « Temporalités : travail et sociétés », Toulouse, 2013, 145 p. (23 €).

La crise aux multiples visages qui englobe nos existences depuis près de quatre décennies n'est-elle pas d'abord une crise des temporalités ?

Dans leur texte introductif, Claude Dubar et Jean Thoemmes qui ont codirigé l'ouvrage explicitent les deux acceptions du terme « temporalités » qui seront mobilisées par les différents contributeurs : « Soit il désigne des rapports pluriels et

divers au temps (au singulier) chronologique, celui des horloges et des montres. Soit il désigne des temps distincts spécifiés et disjoints (sinon opposés) comme temporalité objective et subjective, sociale et historique du travail et du hors travail, sacré et profane, etc. » (p. 8)

Or, les sciences humaines ont pour ambition de rendre compte diachroniquement de toutes les régulations sociales. Dans nos univers postmodernes qui valorisent, voire imposent, l'individuation, elles ont à appréhender l'injonction faite à chacun à « être soi » et la nécessité, exprimée par les mêmes, de conserver un ancrage social. Aussi, pour conserver leur crédibilité et leur dimension heuristique, il est demandé aux sciences sociales de concilier deux postures en tension. Nos sociétés exigent d'elles d'une part une rigueur méthodologique forte, excluant cependant un positivisme rigide et, d'autre part, une capacité à tenir compte des réalités sensibles qui singularisent chaque être humain.

Face à ce challenge, onze auteurs, représentant huit disciplines : de la philosophie à l'histoire ; de l'économie à la sociologie, de la démographie à la psychologie sociale, de l'anthropologie à la sociohistoire, se sont engagés à présenter leurs méthodes pour analyser les usages des temps. Au-delà des différences, plus complémentaires que conflictuelles, une conviction rassemble les contributions : les temporalités doivent être traitées dans un registre d'analyse alliant le collectif et le pluriel. Tous adhèrent à la conception de l'histoire portée par Lucien Febvre et Marc Bloch. Ce dernier considérait que le temps est : « le plasma dans lequel baignent les phénomènes et comme le lieu de leur intelligibilité² », approche développée par l'historien allemand

2. Bloch Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*. Paris, A. Colin, 1999, cit. 52.

contemporain Reinhart Koselleck pour qui « Ce n'est plus dans le temps, mais par le temps que s'accomplit désormais l'histoire. Le temps se dynamise en une force inhérente à elle-même³. »

L'ambition des auteurs est assurément à la mesure de la complexité des interrogations, sinon des angoisses, de nos contemporains. Elle fait écho au projet des fondateurs des *Annales* qui, après le premier conflit mondial, élaborèrent une méthodologie pluraliste à contre-courant des approches positivistes alors dominantes.

Dans leurs articles, les contributeurs ne masquent pas les difficultés de leur entreprise. Ainsi Claude Dubar, dans son texte intitulé : « Temporalité, temporalités : philosophie et sciences sociales », souligne combien il a été décisif que soient reconnues les apories du temps philosophique, c'est-à-dire les tentatives de trouver une définition unique du temps. C'est, constate-t-il, par le biais d'opérations empiriques diverses que le temps est devenu « un ensemble d'objets scientifiques concrets, quantitatifs et qualitatifs, différenciés selon des échelles et des significations déterminées » (p. 24).

Nicolas Hatzfeld, qui signe un chapitre intitulé « Esquisse de l'historien en cartographie du passé », fait l'éloge de « recherches situées qui sollicitent une diversité de sources et suivent avec rigueur les pistes qu'elles offrent » (p. 41). Mais ajoute-t-il, celles-ci ne sauraient être conduites sans « adopter une approche compréhensive des situations passées, puis un retour vers le monde présent » et

nous met en garde contre la chimère d'une « recherche totale » (*ibid.*).

Dans le chapitre « Sociologie et temporalités : une antinomie durkheimienne et son dépassement », Michel Lallement s'attache à démontrer, en s'appuyant notamment sur les travaux de Paul Ricœur⁴, que si les « représentations collectives du temps peuvent varier d'une culture à l'autre » (p. 45), il convient de se défier d'un point de vue exagérément simpliste et homogénéisant. Une telle option conduirait par exemple à opposer une conception grecque du temps cyclique à une conception juive essentiellement linéaire. Adopter une approche individualiste, fondée sur le postulat que chacun d'entre nous, identifié comme « auteur et acteur de son histoire de vie », est invité à inventer ses propres rythmes, signerait « la fin du temps comme institution » (p. 54). Pour sortir de ces apories, Michel Lallement nous invite « à penser les temporalités en terme de production et de négociation » (p. 55). Ces approches interactionnistes, héritières des travaux de G. H. Mead, de J. Roth mais aussi de W. Grossin, lui apparaissent les plus fécondes car : « elles permettent de tenir dans un même espace théorique les deux principes fondateurs de référence commune (théorie du temps dominant et des cultures temporelles) et de pluralité (théorie des cadres et des milieux) » (p. 57).

Les contributions d'Olivia Samuel, démographe, et d'Antoine Parent, économiste, s'inscrivent dans le fil du projet collectif. Tous deux présentent, sans masquer les écueils rencontrés, les méthodes mobilisées par leurs disciplines respectives pour une analyse plurielle des temporalités. Jean-Marc Ramos déplore que la psychologie sociale n'ait jusqu'alors

3. Koselleck Reinhardt, *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, EHESS, 1990, cit. p. 277 ; cité par Alya Aglan, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°9, septembre-décembre 2009.

4. Ricœur Paul (dir.) *Les cultures et le temps*, Paris, Payot-Unesco, 1975.

apporté que peu de contributions alors qu'elle lui apparaît comme devant être féconde. Il dresse en effet le constat du tropisme de sa discipline pour des approches expérimentales très majoritairement synchroniques et souvent réalisées avec des panels d'étudiants de psychologie. Mélanie Roussel, sociohistorienne et Gabrielle Varro, sociologue, illustrent leurs réflexions méthodologiques en détaillant deux de leurs recherches. La première a enquêté sur les temps sociaux chez les ouvriers d'une grande entreprise de textile entre 1930 et 1945 ; la seconde, nous livre une passionnante analyse de deux entretiens biographiques centrés sur la représentation qu'ont deux jeunes gens de leurs prénoms respectifs. On regrettera ici que n'ait pas été présentée la *life history*. Proposée et mise en œuvre par Franco Ferrarotti⁵, la *life history* combine récits de vie et traces concrètes telles que contrats de travail, comptabilités de ménages, baux locatifs...

S'il nous fallait justifier la pertinence et l'urgence d'une approche multidisciplinaire des temporalités au-delà de l'intérêt des questionnements mais aussi des réponses apportées par les contributeurs, nous pourrions nous référer aux analyses formulées par Myriam Revault d'Allonnes⁶. « La crise dit la difficulté de l'homme moderne et contemporain à se situer face à la question du tout de l'histoire à un moment où l'incertitude lui apparaît portée à son point extrême. » (p. 196) Elle nous invite à nous engager dans « la brèche du temps » évoquée par H. Arendt⁷, seule option pour éviter « la cage de fer ».

Aussi l'invitation de Lucien Febvre, citée en en-tête du texte de Nicolas Hatzfeld, nous semble devoir être relue comme une claire invitation adressée à tous les sociologues et chercheurs en sciences humaines à poursuivre l'œuvre ouverte par les onze contributeurs afin d'aider chacun à identifier des espaces de liberté : « Mêlez-vous à la vie. À la vie intellectuelle, sans doute, dans toute sa variété. Historiens, soyez géographes. Soyez juristes aussi, et sociologues, et psychologues ; ne fermez pas les yeux au grand mouvement qui, devant vous, transforme, à une allure vertigineuse, les sciences de l'univers physique. Mais vivez aussi, d'une vie pratique. Ne vous contentez pas de regarder du rivage, paresseusement, ce qui se passe sur la mer en furie. [...] Retrouvez vos manches... Et aidez les matelots à la manœuvre⁸. »

francois.granier@univ-paris1.fr

5. Ferrarotti Franco, *Histoire et Histoires de vie*, Paris, Librairie des Méridiens, 1983.

6. Revault d'Allonnes Myriam, *La crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris, Seuil, 2012.

7. Arendt Hannah, *La Crise de la culture*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1989.

8. Febvre Lucien, « Discours à un auditoire de jeunes normaliens », Paris, 1943.